

[Text]

It might also have given John Diefenbaker more warning of the Cuban missile crisis. Certain Canadians were aware of some crisis developing in the United States, and as far as we know that information was never passed on to the political leadership. Thus Mr. Diefenbaker only had about two hours' warning—provided by the Americans—of President Kennedy's blockade of Cuba.

Finally and generally, this capability would allow Canadian diplomacy to counter the information monopoly of Canada's major allies on a variety of issues.

Second—and here I am speaking on the basis of what others have told me, because I have no direct experience—the foreign intelligence game is a classic marketplace; that is to say, you trade. The information you have gets you information from other people. If you have no information to trade, you do not get any information. Canada is at a disadvantage because where it might be possible to obtain information of direct importance the country is unable to offer anything in return and does not get it. Canada does some of this trading, or at least tries to, but because it has only diplomatic reporting to offer it is not particularly attractive to Canada's allies.

The validity of these arguments is perhaps best shown not by reference to the American, Israeli, or even the German experience, but rather to the Australian experience. As I understand it, the intelligence carried out by the Australian intelligence authorities is mostly in the area of political and economic matters, rather than military. It is clear from the record that successive Australian governments have been convinced that this is a valuable capability. This includes the present government, which came into office a few years ago talking about dismantling the Australian intelligence capability. The current government has not only kept that capability intact, it has increased recently its budget.

These arguments were by no means undermined by a recent conversation I had with Michael John Cook, the current Australian ambassador to the United States and former head of the assessment part of the Australian intelligence system, although I am not in any way attributing any of these arguments or comments to him.

The two counterarguments that might be made about this are first with respect to political costs, and second with respect to other alternatives. The argument about political costs postulates that if countries with which Canada is even slightly friendly found out that Canadian intelligence operatives were working within that country, there would be repercussions for our relationship with those countries. I think that position is an exaggerated one and is only effective because of the excessive caution with which Canadians approach these matters.

[Translation]

John Diefenbaker aurait peut-être été prévenu plus longtemps d'avance de la crise des missiles de Cuba. Des Canadiens savaient qu'une crise se préparait aux États-Unis, mais il ne semble pas que ce renseignement ait jamais été communiqué aux dirigeants politiques. C'est ainsi que M. Diefenbaker n'a été prévenu que deux heures d'avance—et par les Américains—du blocus imposé à Cuba par le président Kennedy.

Enfin, d'une manière générale, un tel service permettrait à la diplomatie canadienne de contrebalancer le monopole de l'information que les principaux alliés du Canada possèdent au sujet de diverses questions.

En deuxième lieu—et je ne fais que relater ici ce que d'autres m'ont dit, car je n'ai aucune connaissance directe à ce sujet—le jeu du renseignement sur l'étranger constitue un marché classique; autrement dit, on n'y pratique des échanges. L'information qu'on peut offrir permet d'obtenir de l'information de quelqu'un d'autre. Si l'on n'en a pas à offrir, on n'en obtient pas. Le Canada est désavantagé à cet égard puisque, lorsqu'il pourrait exister une possibilité d'obtenir des renseignements qui intéressent directement le pays, il est incapable d'offrir quoi que ce soit en retour; il n'obtient donc pas l'information en question. Le Canada pratique un peu ce genre de commerce, ou du moins il s'y essaie, mais parce qu'il ne peut offrir que des rapports diplomatiques, cet offre n'a rien de particulièrement intéressant pour les alliés du Canada.

Pour apprécier la valeur de ces arguments, plutôt que de se référer aux États-Unis, à Israël ou même à l'Allemagne, il est préférable de se rapporter à l'Australie. Si je ne m'abuse, les renseignements qui intéressent le service du renseignement australien relèvent du monde politique et économique plutôt que du secteur militaire. Il est facile de constater que les gouvernements australiens successifs ont jugé utile un service de ce genre. N'échappe pas à cette règle le présent gouvernement, qui, au moment de prendre le pouvoir, il y a quelques années, envisageait publiquement de démanteler le service australien du renseignement. Le gouvernement actuel non seulement a maintenu ce service, mais il en a même récemment augmenté le budget.

Ces arguments n'ont pas été du tout affaiblis par une conversation que j'ai eue récemment avec Michael John Cook, actuel ambassadeur de l'Australie aux États-Unis et ancien chef de l'évaluation au service australien du renseignement; je précise cependant que je ne lui attribue aucun de ces arguments ni de ces commentaires.

Deux arguments pourraient en être invoqués à l'encontre de cette thèse: les coûts politiques et l'existence d'autres possibilités. Au sujet des coûts politiques, certains soutiennent que si des pays avec lesquels le Canada maintient des liens assez amicaux découvraient que le service canadien du renseignement est à l'oeuvre chez eux, les relations mutuelles entre les deux pays pourraient être compromises. À mon avis, c'est un point de vue excessif et ne tire sa valeur que de la prudence exagérée dont les Canadiens font preuve en cette matière.